

4

**Sous-Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 OCTOBRE 2001 RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL, DE REMUNERATION ET D'INDEXATION DANS LES SERVICES SUBVENTIONNES PAR LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**

**CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION.**

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et à leurs employeurs qui ressortissent à la S.C.P. pour les services des aides familiales et des aides seniors, subventionnés par la Communauté germanophone.

On entend par "travailleurs" les aides familiales et les aides seniors, hommes et femmes, les ouvriers et ouvrières.

**CHAPITRE II - SALAIRES.**

Art. 2. Les barèmes annuels des travailleurs visés à l'article 1<sup>er</sup> sont fixés comme suit au 1<sup>er</sup> janvier 2001, en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent et ce, pour une durée hebdomadaire de travail de 38 heures :

Barèmes en BEF :

Ancienneté	Aide ménagère		Aide familiale	
	Annuel	Horaire	Annuel	Horaire
0	634 094	320,90	674 651	<b>341,42</b>
1	641 051	324,42	687 741	<b>348,05</b>
2	648 008	327,94	700 830	354,67
3	654 965	<b>331,46</b>	713 919	<b>361,30</b>
4	664 632	<b>336,35</b>	735 552	372,24
5	664 632	336,35	735 552	372,24
6	674 300	341,24	757 185	383,19
7	674 300	<b>341,24</b>	757 185	383,19
8	683 967	346,14	778 817	394,14
9	683 967	346,14	778 817	394,14
10	693 634	351,03	800 450	405,09
11	693 634	351,03	800 450	405,09
12	703 302	355,92	822 083	416,03
13	703 302	355,92	822 083	416,03
14	716 550	362,63	843 715	<b>426,98</b>
15	<b>716 550</b>	362,63	843 715	426,98
16	729 799	369,33	865 348	437,93
17	729 799	369,33	865 348	437,93
18	743 047	376,04	886 981	448,88
19	743 047	376,04	886 981	448,88
20	756 296	382,74	908 613	459,82
21	756 296	382,74	908 613	459,82

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ANREGISTR. | NR. 26-11-2008  
13 XII 2001  
68 121 | 6 | 3/801

22	769 544	389,45	930 405	470,85
23	769 544	389,45	930 405	470,85
24	782 792	396,15	952 466	482,02
25	782 792	396,15	952 466	482,02
26	<b>803 618</b>	406,69	974 526	493,18
27	<b>803 618</b>	406,69	974 526	493,18
28	824 444	417,23		
29	824 444	417,23		

Barèmes en EUR

Ancienneté	Aide ménagère		Aide familiale	
	Annuel	Horaire	Annuel	Horaire
0	15 718,78	7,9549	16 724,17	8,4636
1	15 891,24	8,0421	17 048,65	8,6279
2	16 063,70	8,1294	17 373,12	8,7921
3	16 236,15	8,2167	17 697,60	8,9563
4	16 475,80	8,3380	18 233,86	9,2277
5	16 475,80	8,3380	18 233,86	9,2277
6	16 715,45	8,4592	18 770,12	9,4990
7	16 715,45	8,4592	18 770,12	9,4990
8	16 955,10	8,5805	19 306,38	9,7704
9	16 955,10	8,5805	19 306,38	9,7704
10	17 194,75	8,7018	19 842,64	10,0418
11	17 194,75	8,7018	19 842,64	10,0418
12	17 434,40	8,8231	20 378,90	10,3132
13	17 434,40	8,8231	20 378,90	10,3132
14	17 762,82	8,9893	20 915,16	10,5846
15	17 762,82	8,9893	20 915,16	10,5846
16	18 091,24	9,1555	21 451,42	10,8560
17	18 091,24	9,1555	21 451,42	10,8560
18	18 419,66	9,3217	21 987,68	11,1274
19	18 419,66	9,3217	21 987,68	11,1274
20	18 748,08	9,4879	22 523,94	11,3988
21	18 748,08	9,4879	22 523,94	11,3988
22	19 076,50	9,6541	23 064,14	11,6721
23	19 076,50	9,6541	23 064,14	11,6721
24	19 404,92	9,8203	23 611,00	11,9489
25	19 404,92	9,8203	23 611,00	11,9489
26	19 921,17	10,0816	24 157,87	12,2256
27	19 921,17	10,0816	24 157,87	12,2256
28	20 437,43	10,3428		
29	20 437,43	10,3428		

Art. 3. § 1. Les rémunérations horaires en francs belges sont obtenues en divisant les rémunérations annuelles en euro par 1976, en tenant compte de 2 décimales. L'arrondi est opéré en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à 5.

§ 2. Les rémunérations horaires en euro sont obtenues en divisant les rémunérations annuelles en euro par 1976, en tenant compte de 4 décimales. L'arrondi est opéré en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à 5.

Art. 4. A partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective et jusqu'au 31 décembre 2001, le tableau reprenant les barèmes exprimés en francs belges est d'application. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, le tableau reprenant les barèmes exprimés en euro est d'application.

CHAPITRE III - LIAISON DES REMUNERATIONS A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Art. 5 - § 1. Les barèmes visés à l'article 2 ainsi que les rémunérations effectivement payées sont liées à l'indice des prix à la consommation du Royaume, établi mensuellement par le Ministère des Affaires économiques et publié au Moniteur belge.

§ 2. Les barèmes fixés à l'article 2 et les rémunérations effectivement payées qui sont d'application au 1<sup>er</sup> septembre 2000 correspondent à l'indice-pivot 105.20 (base 1996 = 1000), pourcentage de liquidation 100%.

§ 3. Par indice pivot, il faut entendre les nombres appartenant à une série dont le premier est 105.20 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant par 1.02 l'indice-pivot précédent, lui-même arrondi; les fractions de centième de point étant arrondies au centième de point supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50% d'un centième. Le tableau suivant est donné à titre exemplatif mais non limitatif :

- 105.20
- 107.30
- 109.45
- 111.64
- 113.87

§ 4. Chaque fois que l'indice des prix atteint l'un des indices-pivots ou est ramené à l'un d'eux, les rémunérations annuelles qui sont applicables à ce moment sont calculées à nouveau en les augmentant ou en les diminuant de 2%, par l'application du coefficient 1.02 comme multiplicateur ou diviseur.

§ 5. Jusqu'au 31 décembre 2001, les adaptations de rémunérations annuelles découlant de la liaison à l'indice des prix à la consommation sont calculées en tenant compte de la première décimale. Le résultat est arrondi à l'unité supérieure lorsque la première décimale est égale ou supérieure à 5 et à l'unité inférieure lorsque la première décimale est inférieure à 5. La rémunération horaire indexée est obtenue en divisant la rémunération annuelle indexée par 1976 et arrondi selon la règle prévue à l'article 3 § 1.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les adaptations de rémunérations annuelles découlant de la liaison à l'indice des prix à la consommation sont calculées en tenant compte de la troisième décimale. Le résultat est arrondi au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 5 et au cent inférieure lorsque la troisième décimale est inférieure à 5. La rémunération horaire indexée est obtenue en divisant la rémunération annuelle indexée par 1976 et arrondi selon la règle prévue à l'article 3 § 2.

§ 6. L'augmentation ou la diminution des rémunérations visées au § 1<sup>er</sup> selon la calcul prévu au § 5 est appliquée à partir du deuxième mois qui suit le mois dont l'indice quadrimestriel atteint l'indice-pivot repris au § 3.

§ 7. S'il faut appliquer en même temps une augmentation des rémunérations suite à une liaison à l'indice des prix à la consommation et une autre augmentation des

9

rémunérations, l'adaptation résultant de la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation est appliquée après l'adaptation des rémunérations selon l'augmentation prévue.

§ 8. De manière transitoire, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente convention collective et jusqu'au 31 décembre 2001, l'indexation s'effectuera sur base des barèmes en francs belges. Le résultat est alors converti en euro.

#### CHAPITRE IV- PRIME DE FIN D'ANNEE.

Art. 6. - § 1. L'employeur est tenu de payer une prime de fin d'année aux travailleurs visés à l'article 1<sup>er</sup>.

§ 2. A partir de 2002, le montant de la prime de fin d'année est fixé :

1. pour les travailleurs qui ont été occupés pendant toute l'année : à leur salaire mensuel normal (164,66 x le salaire horaire applicable en novembre sur base de 38 heures par semaine);

2. pour les autres travailleurs : à 1/12<sup>ème</sup> de la prime précitée par mois entamé.

§ 3. Le montant de la prime fixé au § 2 correspond à une prestation à temps plein. Pour les travailleurs occupés à temps partiel, le montant de la prime est fixé au prorata du nombre d'heures prestées.

§ 4. La prime de fin d'année est due aux travailleurs qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave ou qui démissionnent au cours de l'année, et ce au prorata de leurs prestations.

§ 5. - La prime de fin d'année est payée au plus tard avec le solde du salaire du mois de décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

#### CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES.

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la S.C.P. pour les services des aides familiales et des aides seniors.

Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président de la Sous-Commission Paritaire.

Art. 5. La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail du 16 février 1996, conclue au sein de la Commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, relative aux conditions de travail dans les services subventionnés par la Communauté germanophone, rendue obligatoire par A.R. du 14 septembre 1997 - M.B. du 6 décembre 1997, à l'exception du chapitre III - Prime de fin d'année, qui reste d'application jusqu'au 31 décembre 2001.

8

**Paritätischer Unterausschuss für die Dienste Familien- und Altenhilfe der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Région und der deutschsprachigen Gemeinschaft**

**KOLLEKTIVES ARBEITSABKOMMEN VOM 8. OKTOBER 2001 BEZÜGLICH DER ARBEITS-, LOHN UND INDEXBEDINGUNGEN IN DEN VON DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT SUBVENTIONIERTEN DIENSTEN.**

**KAPITEL I. ANWENDUNGSBEREICH**

**Art.1.** Vorliegendes kollektives Arbeitsabkommen ist anwendbar auf Arbeitnehmer und Arbeitgeber, die dem paritätischen Unterausschuss für die von der deutschsprachigen Gemeinschaft subventionierten Dienste Familien- und Altenhilfe unterliegen.

Unter Arbeitnehmern versteht man die Familien- und AltenpflegerInnen und die Arbeiterinnen.

**KAPITEL II. LÖHNE**

**Art.2.** Die Jahreslohntabelle der im Artikel 1 genannten Arbeitnehmer wird am 1. Januar 2001 wie folgt festgelegt, je nach der Kategorie, der sie angehören, und dies bei einer Wochenarbeitszeit von 38 Stunden.

Lohntabelle in BEF:

Dienstalter	Hauspfleger(in)		Familienpfleger(in)	
	/Jahr	/Stunde	/Jahr	/Stunde
0	634 094	320,90	674 651	341,42
1	641 051	324,42	687 741	348,05
2	648 008	327,94	700 830	354,67
3	654 965	331,46	713 919	361,30
4	664 632	336,35	735 552	372,24
5	664 632	336,35	735 552	372,24
6	674 300	341,24	757 185	383,19
7	674 300	341,24	757 185	383,19
8	683 967	346,14	778 817	394,14
9	683 967	346,14	778 817	394,14
10	693 634	351,03	800 450	405,09
11	693 634	351,03	800 450	405,09
12	703 302	355,92	822 083	416,03
13	703 302	355,92	822 083	416,03
14	716 550	362,63	843 715	426,98
15	716 550	362,63	843 715	426,98
16	729 799	369,33	865 348	437,93
17	729 799	369,33	865 348	437,93
18	743 047	376,04	886 981	448,88
19	743 047	376,04	886 981	448,88
20	756 296	382,74	908 613	459,82
21	756 296	382,74	908 613	459,82

NEELEGIA  
 REGISTR-ENREO  
 13 XII 01  
 Nr.

15/3801

22	769 544	389,45	930405	470,85
23	769 544	389,45	930405	470,85
24	782792	396,15	952466	482,02
25	782792	396,15	952466	482,02
26	803618	406,69	974 526	493,18
27	803618	406,69	974 526	493,18
28	824 444	417,23		
29	824 444	417,23		

### Lohntabelle in EUR

Dienstalter	Hauspfleger(in)		Familiengpfleger(in)	
	/Jahr	/Stunde	/Jahr	/Stunde
0	15718,78	7,9549	16724,17	8,4636
1	15891,24	8,0421	17048,65	8,6279
2	16063,70	8,1294	17373,12	8,7921
3	16236,15	8,2167	17697,60	8,9563
4	16475,80	8,3380	18233,86	9,2277
5	16475,80	8,3380	18233,86	9,2277
6	16715,45	8,4592	18770,12	9,4990
7	16715,45	8,4592	18770,12	9,4990
8	16955,10	8,5805	19306,38	9,7704
9	16955,10	8,5805	19306,38	9,7704
10	17194,75	8,7018	19842,64	10,0418
11	17194,75	8,7018	19842,64	10,0418
12	17434,40	8,8231	20 378,90	10,3132
13	17434,40	8,8231	20 378,90	10,3132
14	17762,82	8,9893	20915,16	10,5846
15	17762,82	8,9893	20915,16	10,5846
16	18091,24	9,1555	21 451,42	10,8560
17	18091,24	9,1555	21 451,42	10,8560
18	18419,66	9,3217	21 987,68	11,1274
19	18419,66	9,3217	21 987,68	11,1274
20	18748,08	9,4879	22 523,94	11,3988
21	18748,08	9,4879	22 523,94	11,3988
22	19076,50	9,6541	23064,14	11,6721
23	19076,50	9,6541	23064,14	11,6721
24	19404,92	9,8203	23611,00	11,9489
25	19404,92	9,8203	23611,00	11,9489
26	19921,17	10,0816	24157,87	12,2256
27	19921,17	10,0816	24157,87	12,2256
28	20 437,43	10,3428		
29	20 437,43	10,3428		

Art. 3. §1. Die Stundenlöhne in BEF bekommt man, indem man die Jahreslöhne in EUR durch 1976 teilt; dabei werden 2 Dezimalstellen berücksichtigt. Die Aufrundung erfolgt, indem man die Ziffer nach der aufzurundenen Dezimalstelle fallen lässt, wenn diese Ziffer kleiner als 5 ist. Wenn die Ziffer gleich oder höher als 5 ist, wird die aufzurundene Dezimalstelle auf die nächsthöhere Dezimalstelle gebracht.

§2. Die Stundenlöhne in EUR bekommt man, indem man die Jahreslöhne in EUR durch 1976 teilt; dabei werden 4 Dezimalstellen berücksichtigt. Die Aufrundung erfolgt, indem man die Ziffer nach der aufzurundenen Dezimalstelle fallen lässt, wenn diese Ziffer kleiner als 5 ist. Wenn die Ziffer gleich oder höher als 5 ist, wird die aufzurundene Dezimalstelle auf die nächsthöhere Dezimalstelle gebracht.

**Art.4.** Ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden kollektiven Arbeitsabkommens und bis 31. Dezember 2001 ist die in BEF ausgedruckte Lohntabelle anwendbar. Ab 1. Januar 2002 ist die in EUR ausgedruckte Lohntabelle anwendbar.

### **KAPITEL m. ANBINDUNG DER ENTLOHNUNG AN DEN VERBRAUCHERINDEX**

**Art.5.** §1. Die im Artikel 2 genannte Lohntabelle und die tatsächlich entrichteten Entlohnungen werden an den Verbraucherindex des Königreiches angebindet, der monatlich vom Wirtschaftsministerium festgelegt und im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

§2. Die im Artikel 2 genannte Lohntabelle und die tatsächlich entrichteten Entlohnungen, die am 1. September 2000 anwendbar sind, entsprechen dem Basisindex 105.20 (Basis 1996 = 1000), Zahlungssatz von 100 Prozent.


§3. Unter Basisindex versteht man die Zahlen einer Reihe, wobei die erste Zahl der Reihe 105.20 ist; die folgenden Zahlen bekommt man, indem man den aufgerundeten vorigen Basisindex mit 1.02 multipliziert; die Aufrundung erfolgt, indem man die dritte Dezimalstelle fallen lässt, wenn diese Ziffer kleiner als 5 ist. Wenn die Ziffer gleich oder höher als 5 ist, wird die zweite Dezimalstelle auf die nächsthöhere Einheit gebracht. Die folgende Tabelle gilt als Beispiel, ist aber nicht einschränkend.

- 105.20
- 107.30
- 109.45
- 111.64
- 113.87

§4. Jedesmal der Verbraucherindex einen der Basisindizes erreicht oder auf einen der Basisindizes herabgesetzt wird, werden die Jahreslöhne, die zu dem Zeitpunkt anwendbar sind, wieder berechnet, indem man sie durch die Anwendung der Zahl 1.02 als Multiplikator oder Teiler mit 2 Prozent herauf- oder herabsetzt.

§5. Bis 31. Dezember 2001 werden die Lohnanpassungen, die aus der Anbindung an den Verbraucherindex folgen, nach der ersten Dezimalstelle berechnet. Das Ergebnis wird auf die nächsthöheren Einheit aufgerundet, wenn die erste Dezimalstelle gleich oder höher als 5 ist, und wird auf die nächstkleinere Dezimalstelle aufgerundet, wenn die erste Dezimalstelle kleiner als 5 ist. Der stündliche Indexlohn bekommt man, indem man den jährlichen Indexlohn durch 1976 teilt; das Ergebnis wird dabei aufgerundet gemäß der im Artikel 3 § 1 festgelegten Regel.

Ab 1. Januar 2001 werden die Lohnanpassungen, die aus der Anbindung an den Verbraucherindex folgen, nach der dritten Dezimalstelle berechnet. Die Aufrundung erfolgt,



indem man die **zweite** Dezimalstelle auf die nächstkleinere Einheit aufrundet, wenn die dritte Dezimalstelle kleiner als 5 ist. Wenn die dritte Dezimalstelle gleich oder höher als 5 ist, wird die zweite Dezimalstelle auf die nächsthöhere Einheit aufgerundet. Der stündliche Indexlohn bekommt man, indem man den **jährlichen** Indexlohn durch 1976 teilt; das Ergebnis wird dabei aufgerundet gemäß der im Artikel 3 § 2 festgelegten Regel.

§6. Die Lohnerhöhung oder **-senkung**, die im § 1 genannt wird und, die nach der im §5 **erwähnten** Berechnung geschieht, wird ab dem zweiten Monat nach dem Monat in dem der viermonatlichen Index den im §3 **erwähnte** Basisindex erreicht, angewandt.

§7. Wenn eine Lohnerhöhung, die aus der Bindung an den Verbraucherindex folgt, und eine **andere** Lohnerhöhung **zugleich** angewandt werden müssen, wird die Anpassung, die aus der Bindung an den Verbraucherindex folgt, nach der Anpassung gemäß der vorgesehenen Erhöhung angewandt.

§8. Ab dem Datum des **Inkrafttretens** des vorliegenden kollektiven **Arbeitsabkommens** und bis 31. Dezember 2001 geschieht die Indexierung **übergangsweise** auf Grundlage der in BEF **ausgedrückten** Lohntabelle. Das Ergebnis wird dann in EUR umgesetzt.

#### **KAPITEL IV - JAHRESENDPRÄMIE**

Art.6. §1. Der Arbeitgeber ist dazu verpflichtet, den im Artikel 1 genannten Arbeitnehmern eine **Jahresendprämie** zu bezahlen.

§2. Ab 2002 wird der Betrag der Jahresendprämie so festgelegt:

1. Die **Arbeitnehmer**, die während des ganzen Jahres beschäftigt waren, bekommen den normalen Monatslohn (164,66 x der im November anwendbare Stundenlohn auf Grundlage einer Wochenarbeitszeit von 38 Stunden).
2. Die anderen **Arbeitnehmer** bekommen 1/12 des Betrages der genannten Jahresendprämie pro angefangenen **Arbeitsmonat**.

§3. Der Betrag der im §2 genannten Jahresendprämie entspricht einer **Vollzeitbeschäftigung**. Für die **Teilzeitbeschäftigten**, wird der Betrag der Jahresendprämie im Verhältnis zur Zahl der **gearbeiteten** Stunden bezahlt.

§4. Die Arbeitnehmer, die im Laufe des Jahres aus anderen als **schwerwiegenden Gründen** **gekündigt** werden oder, die **zurücktreten**, haben auch Recht auf die Jahresendprämie, und dies im Verhältnis ihrer Dienstleistungen.

§5. Die Jahresendprämie wird **spätestens** zusammen mit dem Lohn des Dezembermonats des Jahres auf das sie sich bezieht, **ausbezahlt**.

#### **KAPITEL V - SCHLUSSBESTIMMUNGEN**

Art.7. Vorliegendes **Arbeitsabkommen** tritt am 1. Januar 2001 in Kraft.



Es ist für **unbefristete** Zeit abgeschlossen.

Es kann von jeder der unterzeichnenden Parteien gekündigt werden mit einer **Kündigungsfrist** von drei Monaten durch einen Einschreibebrief an den Präsidenten des **Paritätischen Unterausschuss** für die Dienste Familien- und Altenhilfe.

Die Kündigungsfrist gilt ab Datum, auf dem der Einschreibebrief dem Vorsitzenden des **paritätischen Unterausschusses** für die Dienste Familien- und Altenhilfe geschickt wird.

**Art.8.** Vorliegendes kollektives Arbeitsabkommen ersetzt das kollektive Arbeitsabkommen vom 16. Februar 1996 bezüglich der Arbeitsbedingungen in den von der deutschsprachigen **Gemeinschaft subventionierten** Diensten, das im paritätischen Ausschuss für die Dienste Familien- und Altenhilfe abgeschlossen wurde und, das durch den königlichen Erlass vom 14. September 1997 - BS vom 6. Dezember 1997 allgemeinverbindlich gemacht wurde, ausgenommen die **Jahresendprämie**, die bis zum 31. Dezember 2001 anwendbar bleibt.